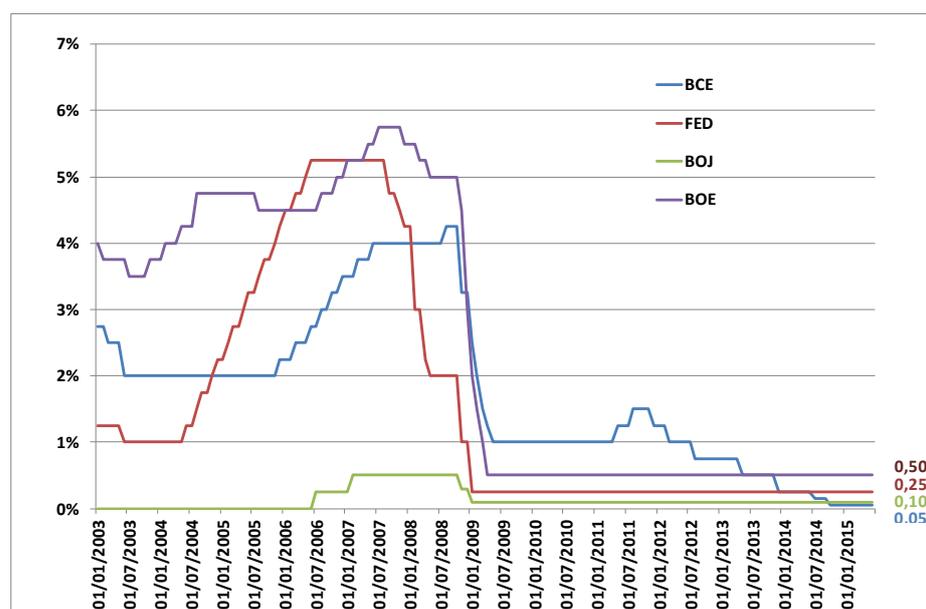


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et poursuite des programmes d'achats d'actifs

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 16 juillet 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelles : « En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les programmes d'achats d'actifs se poursuivent sans difficultés. Comme nous l'avons expliqué à différentes reprises, nos achats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. En procédant à son évaluation, le Conseil des gouverneurs suivra sa stratégie de politique monétaire et se focalisera sur les tendances en matière d'inflation et sur les perspectives de stabilité des prix à moyen terme. Les évolutions récentes sur les marchés financiers, qui traduisent en partie un renforcement des incertitudes, n'ont pas altéré l'évaluation du Conseil des gouverneurs allant dans le sens d'une extension de la reprise économique dans la zone euro et d'une remontée progressive des taux d'inflation au cours des prochaines années. L'orientation de la politique monétaire de la BCE demeure accommodante, tandis que les anticipations d'inflation fondées sur les marchés se sont globalement stabilisées ou ont continué de se redresser depuis début juin. Les informations récentes semblent encore indiquer une poursuite de la transmission de nos mesures de politique monétaire sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Nos mesures continuent donc de contribuer à la croissance économique, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une expansion de la monnaie et du crédit. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble de nos mesures de politique monétaire ramènera durablement les taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme et renforcera l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 552 200 en France métropolitaine fin mai 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin avril 2015 (+0,5 %, soit +16 200). Sur un an, il croît de 5,0 %.

Europe : Le taux de chômage stable en ZE19 comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,1 % en mai 2015, stable par rapport à avril 2015 et en baisse par rapport au taux de 11,6% du mois de mai 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mars 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,6 % en mai 2015, également stable par rapport à avril 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,3 % de mai 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis juillet 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mai 2015, 23,348 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,726 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 38 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2014, le chômage a baissé de 1,575 million de personnes dans l'UE28 et de 939 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, le taux de chômage le plus faible en mai 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,6 % en mars 2015) et en Espagne (22,5 %).

Inflation

Inflation en baisse dans la zone euro en juin

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en juin 2015, en baisse par rapport au mois de mai où il était de 0,3 %, selon une estimation rapide publiée d'Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (1,2 %, stable par rapport à mai), suivis des services (1,0 %, contre 1,3 % en mai), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, contre 0,2 % en mai) et de l'énergie (- 5,1 %, contre -4,8 % en mai).

France : légère baisse

Après deux mois consécutifs de hausse, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse légèrement en juin 2015 (-0,1 %). Sur un an, il augmente de 0,3 %, comme en mai 2015.

Banque de France

Enquête annuelle de la Banque de France sur le surendettement des ménages en 2014

Selon l'étude, le nombre des dossiers déposés auprès des commissions de surendettement a augmenté de 3,5 % en 2014, à 230 935 cas. Le nombre de dossiers recevables s'est établi à 205 787. La part des personnes seules (divorcés, célibataires ou veufs) demeure majoritaire (64,6 %). Les dettes immobilières représentent 31,3 % de l'endettement global et sont présentes dans 11,8 % des dossiers. Leur montant moyen est d'EUR 106 407. Les dettes à la consommation représentent 45,9 % de l'endettement global.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/enquete-typo-surend-menages-2014.pdf

Chine

Chute des cours

Depuis le 12 juin, la Bourse de Shanghai a perdu près d'un quart de sa valeur (soit USD 2 400 milliards). Pour éviter de déprécier davantage les actions déjà cotées, Pékin a suspendu toute nouvelle introduction en Bourse, annoncé la création d'un fonds de stabilisation boursière doté de CNY 120 milliards, et a interdit aux gros actionnaires de vendre leurs titres pendant une période de six mois. En réponse à ces mesures, la bourse de Shanghai a rebondi jeudi 9 juillet en clôturant en hausse de 5,76.

Actualité législative

Décret n° 2015-707 du 22 juin 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=3183A9006900DAFD8DB663DF6BA5D16F.tpdila23v_2?cidT exte=JORFTEXT000030768923

2 – Actualité régionale

Chine : nouvelle baisse des taux d'intérêt

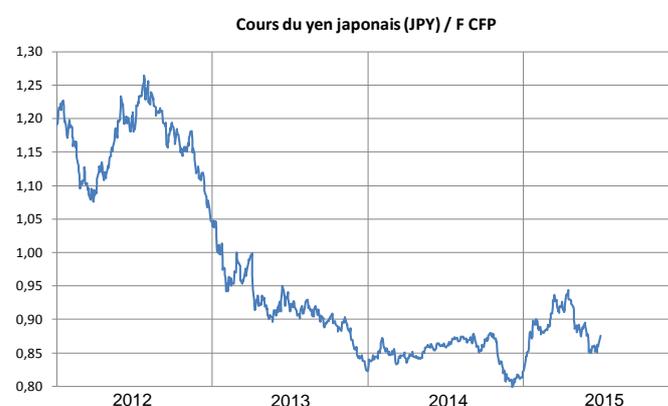
La banque centrale chinoise (PBOC) a annoncé le 27 juin une nouvelle baisse de ses principaux taux d'intérêt. Cette baisse, de 25 points de base, doit permettre de stimuler l'emprunt et de soutenir une économie en ralentissement. Le taux des prêts à un an est ramené à 4,85 % et celui des dépôts à un an est fixé à 2,0 %. La PBOC a également décidé de réduire de 50 points de base le ratio de réserves obligatoires pour les banques qui financent le secteur agricole et les PME. Cette nouvelle baisse des taux, la quatrième depuis novembre 2014, intervient au lendemain d'un plongeon spectaculaire des Bourses chinoises.



Japon : croissance du PIB révisée en forte hausse

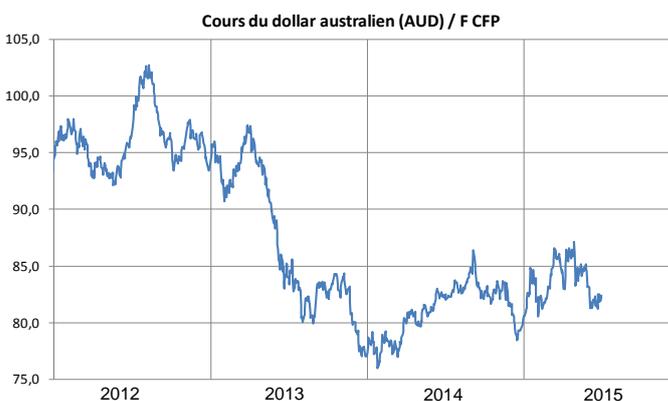
La croissance de l'économie japonaise du premier trimestre a été révisée fortement à la hausse par le gouvernement. La progression du PIB atteint 3,9 % en rythme annualisé au premier trimestre 2015, contre une première estimation de 2,4% en mai. La croissance trimestrielle a également été revue à la hausse, passant de 0,6 % à 1 %.

Dans le détail, les dépenses d'investissement ont crû de +2,7 % sur un an ; la consommation des ménages a, elle, progressé de 0,4 %.



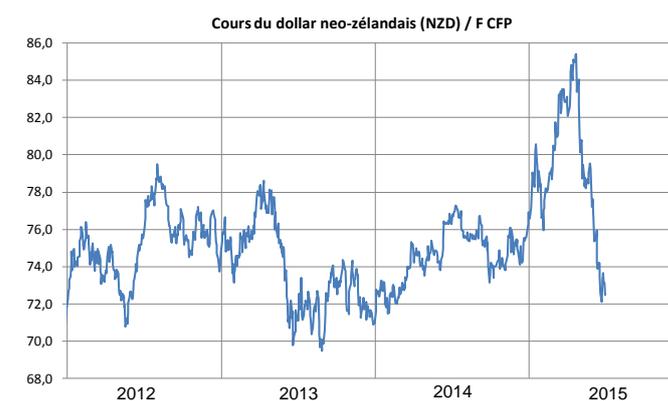
Australie : maintien d'une politique monétaire accommodante

Lors de sa réunion du 7 juillet, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son principal taux directeur à 2,0 %, un niveau historiquement bas. Cette politique monétaire accommodante, permise par des projections d'inflation modérées pour l'année à venir, vise à stimuler le financement de l'investissement des entreprises.



Nouvelle-Zélande : objectif inflation

Lors de sa réunion du 11 juin 2015, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé une baisse de son taux directeur de 25 points de base, ainsi ramené à 3,25 %. Cette baisse, la première depuis mars 2011, intervient après une série de relèvements successifs du taux, d'un total de 100 points de base, au cours de l'année 2014. Le gouverneur de la RBNZ a déclaré que cette baisse du taux de base intervenait dans un contexte d'inflation faible (+0,1 % sur un an au premier trimestre 2015) et d'anticipations moroses sur le plan de la demande, avec l'objectif que l'inflation à moyen-terme converge vers le milieu de la fourchette cible comprise entre 1 et 3 %.



3 – Brèves économiques locales

Avenir institutionnel : vote du projet de modification de la loi organique par le Parlement français

Le 16 juillet 2015, l'Assemblée Nationale a adopté à l'unanimité le projet de modification de la loi organique fixant de nouvelles modalités d'inscription sur les listes électorales en vue de la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. Les personnes natives de Nouvelle-Calédonie déjà inscrites sur les listes des élections provinciales bénéficient ainsi, comme les personnes de statut coutumier, d'une dispense de démarches d'inscription sur les listes électorales, sous certaines conditions. Issu du comité extraordinaire des signataires du 5 juin 2015, le texte avait préalablement été adopté par le Sénat le 29 juin.

Finances publiques : adoption des comptes administratifs 2014 de la Nouvelle-Calédonie

Convoqués en séance extraordinaire le 25 juin 2015, les élus au Congrès de la Nouvelle-Calédonie ont adopté le compte administratif 2014 de la Nouvelle-Calédonie à l'unanimité. Le budget principal ressort excédentaire de 6,7 milliards de F CFP, dont 3,2 milliards de F CFP en section de fonctionnement et 3,5 milliards de F CFP en section d'investissement. Ce résultat comptable positif masque néanmoins les tensions budgétaires auxquelles fait face la collectivité, certaines recettes inscrites n'ayant pas été encaissées tandis que les dépenses réelles ont progressé.

Règlementation des prix : l'habilitation du gouvernement renouvelée pour trois ans

Le projet de délibération portant habilitation du gouvernement à prendre des mesures spécifiques de fixation des prix a été adopté à l'unanimité par le Congrès réuni en session extraordinaire le 16 juin 2015. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie voit ainsi renouvelée pour trois ans sa compétence en matière de réglementation des prix, arrivée à échéance au 31 décembre 2014.

Développement économique : inauguration du siège social de Nord avenir

Le nouveau siège social de la société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) Nord avenir a été inauguré à Koné le 10 juillet 2015. Cette structure, dont le capital est détenu à 85 % par la province Nord, est entrée en activité en milieu d'année 2014. Elle vise à soutenir la diversification économique et le tissu d'entreprises implantées en province Nord dans les secteurs du tourisme, de l'aménagement, de l'agroalimentaire et des services à l'industrie. La Sofinor, société de financement et d'investissement de la province Nord, conserve uniquement ses participations dans le secteur de la mine et de la métallurgie.

Agriculture : orientations pour la politique rurale à 10 ans

La restitution des Assises du développement rural s'est tenue le 17 juin 2015 à Bourail devant plus de 600 professionnels du secteur agricole et rural. Un ensemble d'avis et de propositions relatifs à l'accès à l'eau, à la répartition de la ressource foncière, au développement durable, à la fiscalité ou au statut de l'agriculteur ont été présentés, issus de la consultation organisée en octobre 2014 par la Province Sud. Ces avis et propositions devront guider la politique agricole en province Sud à dix ans et de l'ensemble du territoire à l'horizon 2025, avec un objectif de réduction de moitié du recours aux importations de produits agricoles.

Artisanat : la CMA dévoile son schéma directeur 2015-2019

Le schéma directeur de l'artisanat pour les cinq prochaines années a été présenté le 9 juillet 2015 à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Nouméa (CMA). Quatre axes stratégiques accompagnés d'objectifs ont été identifiés : développer l'attractivité des métiers, renforcer la place de l'artisanat dans l'économie, dynamiser la compétitivité des entreprises artisanales, et accompagner les entreprises aux moments clés.

BTP : lancement de la construction du centre hospitalier de Koné

Les travaux de terrassement du futur Centre hospitalier du Nord ont débuté le 18 juin 2015 sur le site de Païamboué. L'établissement, qui offrira une capacité d'accueil de 58 lits, devra être livré à l'horizon 2017. Le budget du chantier s'élève à 6 milliards de F CFP.

Transport : ouverture des liaisons aériennes inter-îles Loyauté

Air Loyauté a ouvert le 13 juillet 2015 des connexions inter-îles au départ de Lifou. Les liaisons sont désormais assurées quotidiennement vers Maré et/ou Ouvéa, ainsi que vers Tiga les lundi et vendredi. Elles devront contribuer au désenclavement des îles, en complément des trajets assurés par le bateau Bético.

Surendettement : un nombre de dossiers encore faible en Nouvelle-Calédonie

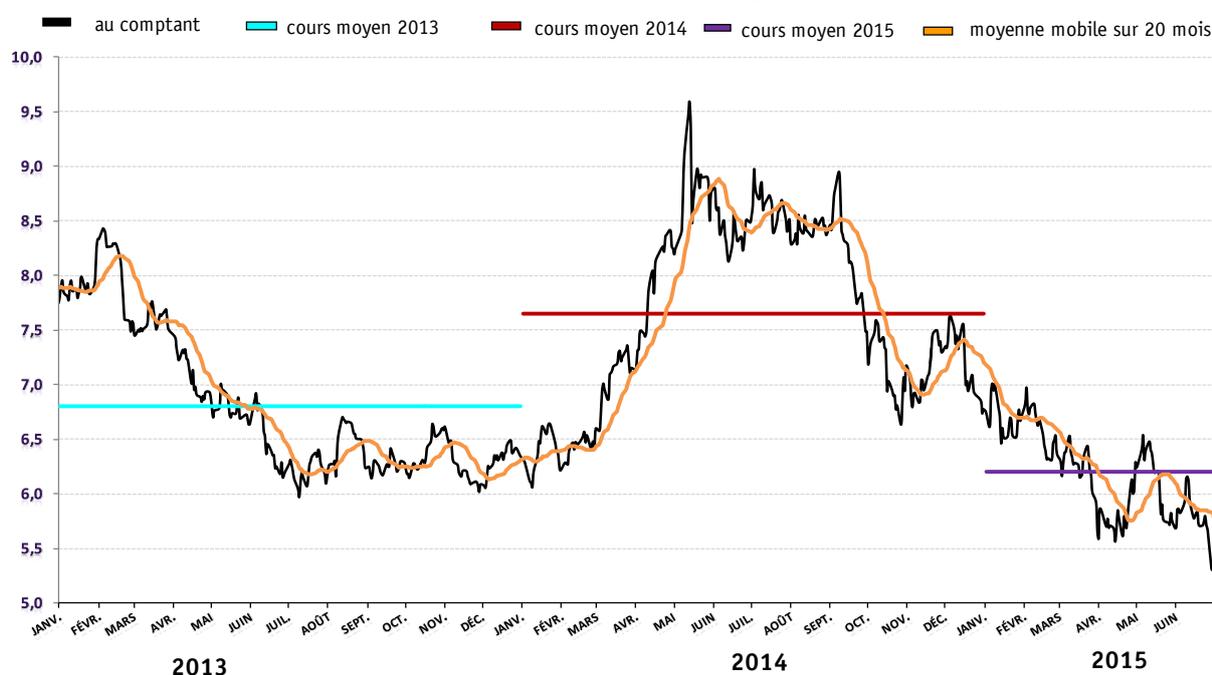
Au premier trimestre 2015, 17 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de la Commission de surendettement, un niveau équivalent, quoique légèrement plus faible qu'à la même période l'année dernière (-1 dossier). La Nouvelle-Calédonie se maintient ainsi à un niveau bas en matière de prise en charge du surendettement comparativement aux autres géographies de l'outre-mer français.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juin-15	105,45	0,5%	0,5%
Nombre de demandeurs d'emploi		mai-15	6 861	-5,9%	-1,7%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mai-15	16 801	112,3%	43,9%
	cumulées	mai-15	61 497	-	13,1%
Importations	mensuelles	mai-15	22 400	-19,3%	6,0%
	cumulées	mai-15	118 196	-	3,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juin-15	5,79	-5,4%	-31,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		juin-15	616	-6,0%	-16,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mai-15	703	104,6%	32,4%
	cumulées	mai-15	1 995	-	4,8%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mai-15	9 523	97,9%	61,2%
	cumulées	mai-15	37 498	-	16,9%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-15	8 874	-1,2%	11,1%
	cumulés	avr.-15	34 230	-	9,8%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	oct.-14	52 968	1,2%	1,5%
	cumulés	oct.-14	462 520	-	-6,9%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-14	66,5%	+ 1,9 pt	+ 6,5 pts
• Croisiéristes		déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-15	8 705	-13,2%	12,3%
	cumulées	mai-15	44 943	-	2,8%
• Index BT 21		juin-15	102,18	0,07%	0,64%
• IRL (p)		juin-15	120,03	0,03%	0,15%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mai-15	136	143,2%	37,3%
	cumulées	mai-15	303	-	-31,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mai-15	223	151,2%	48,7%
	cumulées	mai-15	480	-	-29,5%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mai-15	399	-30,2%	-6,3%
	cumulées	mai-15	2 399	-	-3,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 236	15 603	18 104	-3,9%	16,0%
Dépôts à vue	261 579	278 564	326 820	6,5%	17,3%
Total M1	277 815	294 167	344 924	5,9%	17,3%
M2-M1	108 108	115 609	118 557	6,9%	2,6%
Total M3	593 214	595 940	643 924	0,5%	8,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-13	mars-14	mars-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	454 194	445 551	454 053	-1,9%	1,9%
Ménages	404 716	409 101	420 475	1,1%	2,8%
Collectivités locales	64 453	78 140	94 881	21,2%	21,4%
Autres agents	15 304	12 771	18 740	-16,5%	46,7%
Total encours sain	938 667	945 564	988 149	0,7%	4,5%
Créances douteuses brutes	19 954	29 676	29 539	48,7%	-0,5%
Total encours brut	958 621	975 240	1 017 688	1,7%	4,4%

Interdits bancaires

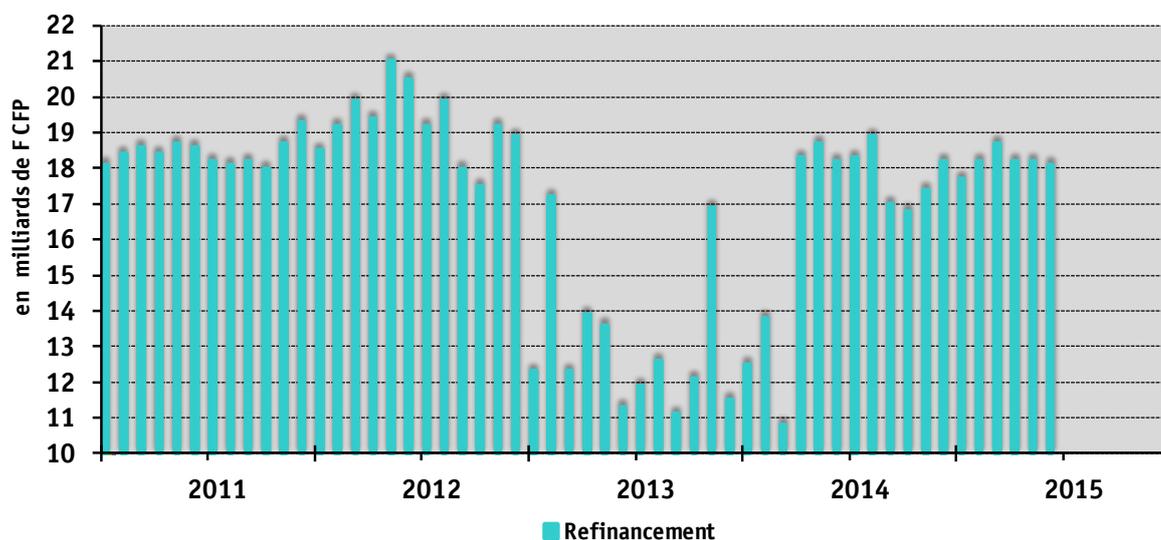
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	juin-15	7 833	-0,2%	-1,3%
	dont personnes physiques	juin-15	6 921	-0,3%	-1,7%
	dont personnes morales	juin-15	912	0,3%	1,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	juin-15	17 707	0,3%	8,7%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juin-15	5 520	0,5%	7,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juin-15	18,1	-0,3%	-0,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	juin	105,0	105,5	0,5%
Entreprises				
nombre d'entreprises (a)	juin	56 275	58 406	3,8%
dont entreprises sans salarié	juin	49 692	52 004	4,7%
créations d'entreprises (p)	mars	991	995	0,4%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 093	894	-18,2%
liquidations judiciaires	juin	47	40	-14,9%
redressements judiciaires	juin	23	20	-13,0%
personnes morales en interdiction bancaire	juin	899	912	1,4%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin	16 623	18 895	13,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai	3 122	2 351	-24,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	mai	1 448	1 205	-16,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	91 475	91 922	0,5%
dont secteur privé	mars	65 666	66 023	0,5%
dont secteur public	mars	25 809	25 899	0,3%
demandes d'emploi de fin de mois	mai	6 981	6 861	-1,7%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mai	7 407	7 409	0,0%
chômeurs indemnisés	mars	2 482	2 409	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juin	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	juin	7 039	6 921	-1,7%
décisions retraits cartes bancaires	juin	1 638	1 219	-25,6%
incidents paiements sur chèques	juin	15 855	13 418	-15,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	mai	2 488	2 399	-3,6%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	mai	5 876	5 947	1,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 241	18 232	12,3%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 428	8 311	-1,4%
Echanges				
nombre de touristes	avr	31 180	34 230	9,8%
nombre de croisiéristes *	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	oct	55,5%	57,0%	1,4 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juin	7,51	6,21	-17,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	juin	8,42	5,79	-31,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mai	1 903	1 995	4,8%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mai	6 965	9 415	35,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mai	32 065	37 498	16,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mai	43 561	46 420	6,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mai	442	303	-31,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mai	681	480	-29,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mai	51 208	56 315	10,0%
part de ces produits dans le total des exportations	mai	94,2%	91,6%	-2,6 pts
total des importations (M FCFP)	mai	114 332	118 196	3,4%
total des exportations (M FCFP)	mai	54 353	61 497	13,1%
taux de couverture	mai	47,54%	52,03%	4,5 pts
recettes douanières (M FCFP)	juin	23 434	24 265	3,5%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	juin	278 564	326 820	17,3%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	juin	294 167	344 924	17,3%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	juin	409 776	463 481	13,1%
Dépôts à terme	juin	186 164	180 443	-3,1%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	juin	595 940	643 924	8,1%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	juin	3 960	4 693	18,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	mars	3,41%	2,88%	-0,5 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	mars	4,14%	3,97%	-0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	mars	3,43%	3,35%	-0,1 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	mars	7,55%	7,12%	-0,4 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	975 240	1 017 688	4,4%
Ménages	mars	409 101	420 475	2,8%
dont crédits à la consommation	mars	73 067	72 927	-0,2%
dont crédits à l'habitat	mars	330 345	341 655	3,4%
Entreprises	mars	445 551	454 053	1,9%
dont crédits d'exploitation	mars	75 727	74 119	-2,1%
dont crédits d'investissement	mars	235 266	239 697	1,9%
dont crédits à la construction	mars	118 243	127 298	7,7%
Collectivités locales	mars	78 140	94 881	21,4%
dont d'investissement	mars	76 203	92 917	21,9%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	12 771	18 740	46,7%
créances douteuses brutes	mars	29 676	29 539	-0,5%
taux de créances douteuses brutes	mars	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	mars	704 200	737 412	4,7%
Ménages	mars	379 544	391 212	3,1%
Sociétés	mars	216 922	239 839	10,6%
Autres agents	mars	107 734	106 361	-1,3%
dont assurances-vie	mars	108 353	116 246	7,3%

(a) données actualisées ; (p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

2 – Actualité régionale

Conférence économique sur le bassin du Pacifique au Sénat

Sous la direction du président du Sénat, M. Gérard Larcher, une conférence économique sur le thème « Entreprises et dynamiques sectorielles du Pacifique », s'est tenue au palais du Luxembourg à Paris, le 25 juin dernier. Organisée par la délégation sénatoriale à l'Outre Mer, cette conférence a permis aux différents intervenants (sénateurs, fédérations d'entreprises, présidents de conseils d'administration...) d'échanger sur les caractéristiques spécifiques des entreprises implantées au sein des trois collectivités du Pacifique mais aussi sur les perspectives de développement de chaque secteur d'activité. Les contraintes dans l'accès au crédit et les moyens pouvant être mis en place pour vivifier les sources de financement des entreprises ont également été au centre des discussions. La valorisation des énergies renouvelables, vecteur important de création d'emplois au sein des économies ultramarines, a fait partie des sujets évoqués. Si l'économie des trois collectivités est restée fragile en 2014, ce colloque a permis d'établir un panorama des secteurs d'activités moteurs au sein de chaque territoire mais également de confronter les différents points de vue sur les moyens permettant un développement plus important du secteur privé.

Sommet humanitaire à Auckland

Présidé par l'Organisation des Nations-Unies (ONU) en partenariat avec les gouvernements d'Australie et de Nouvelle-Zélande, un sommet régional consacré à l'architecture de l'aide humanitaire dans le Pacifique s'est tenu à Auckland du 30 juin au 2 juillet. Les objectifs principaux de cette réunion étaient de dresser un bilan des actions d'aide humanitaire menées dans la zone pour venir en aide aux populations victimes de catastrophes naturelles mais également de réfléchir à la mise en place de nouveaux modes d'intervention et à la création de nouveaux partenariats entre acteurs humanitaires de la région. Au total, 150 participants étaient présents lors du sommet, représentant à la fois les États de la zone et les organisations internationales intervenant en cas de catastrophe naturelle. À cette occasion, le ministre des affaires étrangères de Nouvelle-Zélande, Murray McCully, a annoncé que l'État néo-zélandais allait prochainement verser une aide supplémentaire de 18 millions de dollars US aux populations du Vanuatu touchées par le cyclone Pam le 13 mars dernier. À noter que cette conférence fait partie d'une série de consultations réalisées dans le but de préparer le premier sommet humanitaire mondial qui doit avoir lieu les 26 et 27 mai 2016 à Istanbul, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Semaine de l'agritourisme aux îles Fidji

La première semaine de l'agritourisme s'est tenue à Nadi, capitale des îles Fidji, entre le 29 juin et le 3 juillet. L'évènement a rassemblé de nombreuses institutions comme le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) ou encore l'Union européenne. L'objectif de cette semaine était de permettre aux différentes organisations présentes d'échanger sur la possibilité d'associer l'agriculture et le tourisme afin de créer de nouvelles sources de revenus pour les populations vivant en milieu rural mais également pour renforcer le développement durable dans les îles du Pacifique. Bien que l'agriculture constitue le principal moyen de subsistance d'une grande partie de la population de la région, sa contribution économique globale a diminué au cours des dix dernières années, alors que le tourisme a connu dans le même temps une croissance significative. L'enjeu majeur pour permettre le développement de ce nouveau style de tourisme est donc de favoriser la mise en place de partenariats entre les agriculteurs de la région et les agences touristiques souhaitant promouvoir le concept.

3 – Brèves locales

Session administrative de l'Assemblée territoriale

La session administrative de l'Assemblée territoriale s'est ouverte le vendredi 10 juillet. Une dizaine de sujets étaient à l'ordre du jour et ont pu être examinés par les élus. Le décret minier, les statuts de l'académie des langues de Wallis-et-Futuna ou encore le projet de modification du Plan pluriannuel de développement durable du secteur primaire font partie des dossiers à délibérer. Un point d'information et de situation a également été dressé sur l'état d'avancement du réseau de téléphonie mobile, la desserte inter îles, les accords de pêche entre la France et les USA dans la zone économique exclusive de Wallis-et-Futuna ou encore l'orientation du XIème FED (qui se focalisera sur les technologies de l'information et de la communication). L'approbation des comptes définitifs de l'exercice 2014 ainsi que l'examen du budget supplémentaire 2015 étaient également au centre des discussions. Un point financier a également été fait sur le contrat de développement 2012-2016. Ces différents dossiers seront examinés et débattus par les élus entre le 15 et le 21 juillet prochain.

Publication de l'enquête agricole 2014-2015 des îles Wallis et Futuna

Treize ans après le premier recensement de l'agriculture à Wallis-et-Futuna, le Service Territorial de la Statistique et des Études Économiques (STSEE) a publié le 6 juillet dernier une nouvelle enquête agricole. Réalisée entre le 1er septembre et le 4 octobre 2014, elle a permis d'interroger les exploitants de Wallis et de Futuna, vivant aussi bien du maraîchage, de l'élevage, de la pêche ou de l'artisanat. Principale conclusion du recensement, le Territoire a perdu 15 % de ses exploitations (2 052 exploitations recensées en 2014 contre 2 422 en 2001) depuis la dernière enquête réalisée. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de la population sur le Territoire au cours de la période, l'activité agricole occupant toujours une place importante dans la société. Autres résultats importants, l'agriculture reste, comme lors de la dernière enquête, essentiellement familiale (95 % des exploitations) et très peu professionnalisée (seulement 5 % des exploitants possèdent une patente). Les exploitations demeurent majoritairement de très petite taille. L'activité d'élevage porcin reste fortement présente sur le Territoire. En effet, elle est pratiquée par 89 % des exploitants agricoles et l'archipel compte 22 116 porcs en 2014, soit environ le double de la population totale de Wallis-et-Futuna. Concernant l'activité de pêche, elle est exercée par 32 % des exploitants recensés en 2014. Enfin, 46 % des exploitants agricoles ont également une activité d'artisanat, souvent exercée grâce aux cultures permettant la confection des objets.

Mouvement social à l'hôpital de Kaleveleve à Futuna

Un mouvement de grève a eu lieu durant plus de trois semaines à l'hôpital de Kaleveleve à Futuna, ayant pour conséquence le blocage partiel de l'hôpital. Initié par 6 personnes le 8 juin dernier, les grévistes étaient 17 après deux semaines de conflit. Sept points de revendications étaient mis en avant par les grévistes et les syndicats, notamment une meilleure information sur le projet d'établissement, le maintien de 10 infirmiers et de 3 médecins-urgentistes, la mise en place d'une visite médicale du travail ou encore l'achat d'un véhicule SAMU. Après plus de quatre jours de négociations, un protocole d'accord a été signé le 2 juillet dernier par le directeur de l'agence de santé, le syndicat Force Ouvrière, les délégués du personnel de l'hôpital et l'inspecteur du travail. Les relevés de doléances formulés par la population futunienne ont également été signés par l'inspecteur du travail et les représentants de la voix du peuple.

Création d'une académie des langues wallisienne et futunienne

Le 2 juillet dernier, la commission de l'enseignement a achevé la constitution du dossier permettant la création d'une académie des langues wallisienne et futunienne. Un consensus a en effet été trouvé entre les différentes parties prenantes sur les statuts de l'institution. Deux antennes devraient être créées pour diriger l'académie, une à Wallis et une à Futuna. Le conseil d'administration de l'académie sera composé de 13 membres représentant les différentes autorités du Territoire. Les membres siègeront pendant trois ans et seront chargés de nommer le directeur de l'académie et les membres du conseil scientifique chargés de mener les études techniques sur les deux langues vernaculaires. L'Etat et le Territoire seront les principaux acteurs pour financer l'académie. Le principal défi de la future institution est de réussir à créer rapidement une grammaire et un vocabulaire définitif dans les deux langues, avec l'objectif de créer deux options « wallisien » et « futunien » pour le baccalauréat 2016. L'Assemblée territoriale devrait adopter définitivement le statut de l'académie des langues lors de la semaine de délibération, entre le 15 et 21 juillet prochain.

Publications

L'IEOM vient de publier le « Panorama de Wallis-et-Futuna 2014 ». La note est téléchargeable sur notre site Internet : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne163_portrait_panorama_2014_wallis.pdf

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

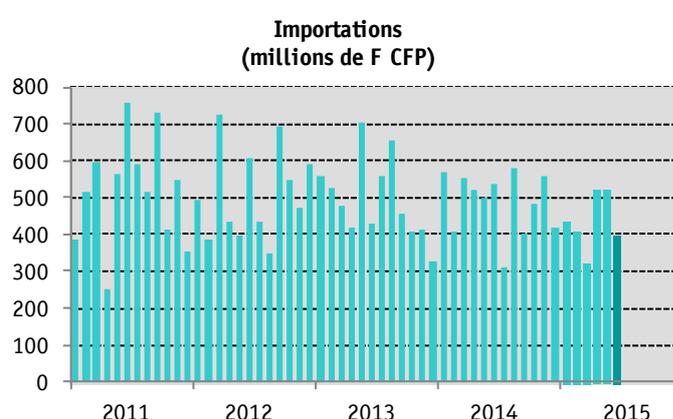
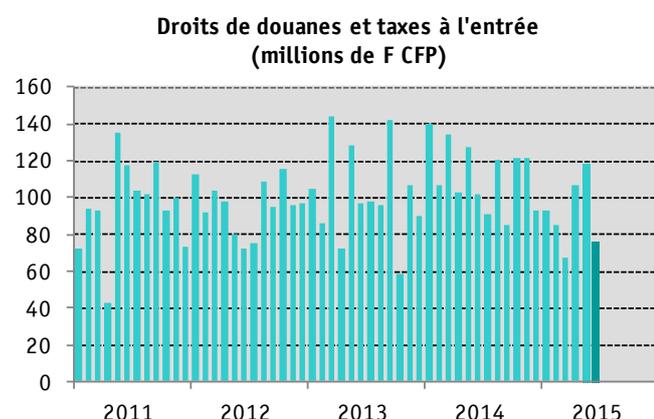
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1T 15	116,62	-	-0,2%
SMIG mensuel en XPF		juin-15	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-14	2 056	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	juin-15	394	-24,0%	-26,2%
	cumulées	juin-15	2 600	-	-15,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-15	76	-35,8%	-25,3%
	cumulés	juin-15	547	-	-23,2%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	juin-15	38	30,7%	-6,7%
	cumulées	juin-15	221	-	-8,7%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	juin-15	1 529	7,9%	-6,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	juin-15	611	9,2%	11,9%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	juin-15	140	9,8%	0,3%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-15	2 413	35,9%	9,7%
	cumulé	avr-15	9 826	-	11,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-15	1 160	50,3%	-16,2%
	cumulé	avr-15	4 344	-	0,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juin-15	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	juin-15	14	-	-22,2%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juin-15	14	-12,5%	75,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

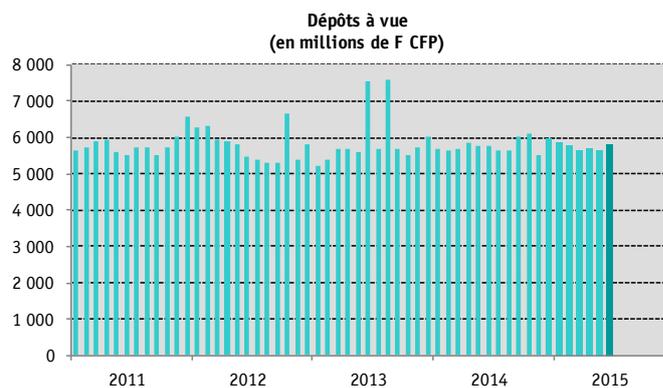
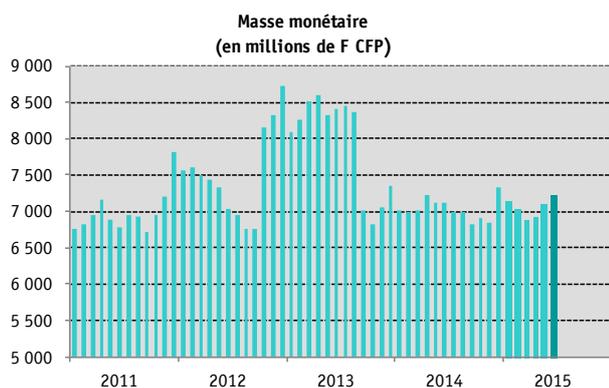


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

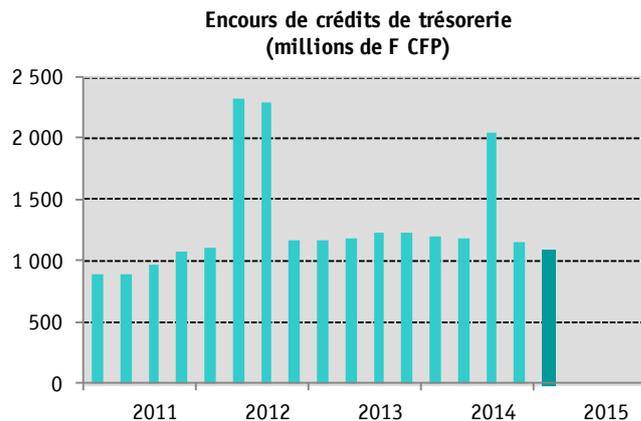
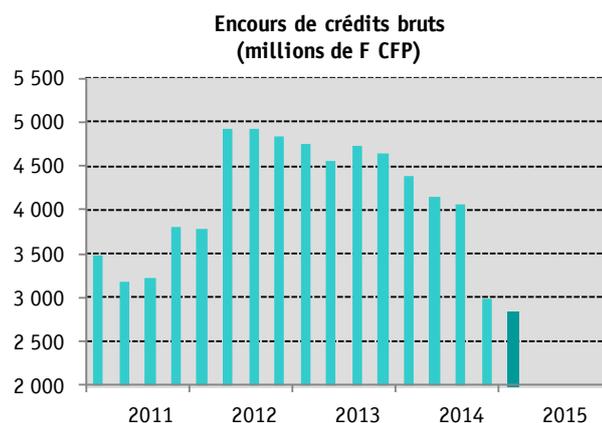
en millions de F CFP	juin-14	mai-15	juin-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 101	2 079	2 060	-0,9%	-2,0%
Dépôts à vue	3 656	3 568	3 747	5,0%	2,5%
Total M1	5 757	5 648	5 807	2,8%	0,9%
M2-M1	530	442	408	-7,6%	-23,0%
Total M3	7 108	7 100	7 224	1,8%	1,6%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

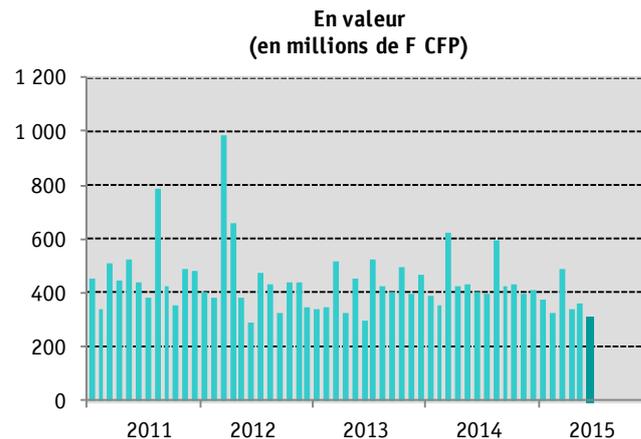
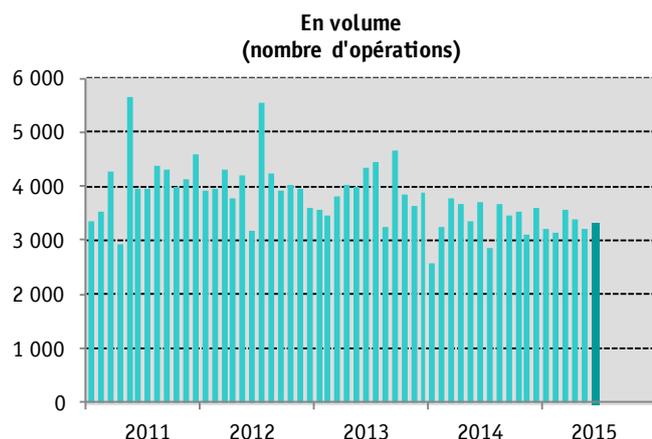
en millions de F CFP	mars-13	mars-14	mars-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1 169	1 202	1 086	-9,6%
Crédits à l'équipement	2 323	2 077	924	-55,5%
Crédits à l'habitat	467	370	214	-42,3%
Autres crédits	324	277	166	-40,1%
Total encours sain	4 283	3 926	2 390	-39,1%
Créances douteuses brutes	473	461	445	-3,4%
Total encours brut	4 757	4 386	2 835	-35,4%



Compensation

Hausse du nombre d'opérations de compensation en juin, mais baisse en valeur

	juin-14	mai-15	juin-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 701	3 198	3 316	19 809	3,7%	-10,4%
Compensation (en millions de CFP)	403	360	309	2 200	-14,0%	-23,3%



Incidents bancaires

Hausse du nombre d'incidents de paiement sur chèque sur le mois, recul sur l'année

en nombre	juin-14	mai-15	juin-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	91	38	60	359	57,9%	-34,1%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	330	317	309	-2,5%	-6,4%
- dont personnes physiques	316	302	293	-3,0%	-7,3%
- dont personnes morales	14	15	16	6,7%	14,3%

Cotation

Stabilité du nombre de cotes valides sur le mois

en nombre	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	18	18	0,0%	12,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	116,82	116,62	-0,2%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	14	16	14,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	436	376	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	64	27	-57,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	47	43	-8,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 056	-	-
dont secteur privé	septembre	802	-	-
dont secteur public	septembre	1 254	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juin	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	316	293	-7,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juin	12	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	juin	421	359	-14,7%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	833	720	-13,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	457	430	-5,8%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	151	152	1,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	43	39	-9,3%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	juin	3 087	2 600	-15,8%
exportations	juin	-	-	-
recettes douanières	juin	982	776	-21,0%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	juin	713	547	-23,2%
dont taxes intérieures de consommation	juin	242	221	-8,7%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	juin	3 656	3 747	2,5%
M1	juin	5 757	5 807	0,9%
M2	juin	6 288	6 215	-1,2%
Dépôts à terme	juin	820	1 010	23,1%
M3	juin	7 108	7 224	1,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	mars	1 476	1 271	-13,9%
dont crédits à la consommation	mars	1 220	1 102	-9,7%
dont crédits à l'habitat	mars	256	169	-34,0%
Entreprises	mars	2 199	821	-62,6%
dont crédits d'exploitation	mars	61	32	-47,7%
dont crédits d'investissement	mars	1 873	637	-66,0%
Collectivités locales	mars	204	287	41,0%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	47	10	-77,8%
créances douteuses brutes	mars	461	445	-3,4%
taux de créances douteuses	mars	10,5%	15,7%	5,2 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	mars	3 103	2 891	-6,8%
dont assurances-vie	mars	1 047	1 121	7,0%
Sociétés	mars	1 626	1 868	14,9%
Autres agents	mars	2 188	2 092	-4,4%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Cerom : premiers comptes économiques rapides pour la Polynésie française

L'IEOM, l'AFD et l'ISPF ont publié dans le cadre de leur partenariat Cerom les premiers Comptes économiques rapides de la Polynésie française. Élaborés à partir d'un modèle macro-économique, ces comptes rapides ont pour objectif d'estimer de manière précoce (6 mois après la fin de l'année civile) les comptes économiques du territoire. Selon ces premières estimations, le Produit intérieur brut (PIB) de la Polynésie française progresse de 1 % à prix constants en 2014, marquant une rupture avec la décroissance enregistrée tout au long des cinq années précédentes. Compte tenu de l'augmentation des prix (+0,8 %), la valeur du PIB estimé progresse de 1,8 %, soit un gain de 9,3 milliards de F CFP, pour atteindre 538,6 milliards de F CFP. L'investissement public est le principal contributeur de cette croissance, encore insuffisante pour alimenter une reprise des créations d'emplois. Les prochains comptes économiques rapides, qui estimeront l'année 2015, devraient être produits à la fin du premier semestre 2016.

Transport aérien : une troisième année de bénéfices pour Air Tahiti Nui (ATN)

Les résultats 2014 d'Air Tahiti Nui (ATN) mettent en lumière des bénéfices évalués à 2,02 milliards de F CFP, soit une progression de 20 % par rapport à 2013. L'amélioration des résultats de la compagnie tient davantage à la croissance de son activité (+9,5 % sur un an) qu'à un effet de la baisse du prix du carburant. La part de marché d'Air Tahiti Nui s'établit à 66 % du trafic aérien à destination de Tahiti, soit un point de mieux par rapport à 2013. Air France perd deux points, à 15 %, tandis que Air New Zealand représente 7 % du trafic (+4 points).

Agriculture : la production de Vanille de Tahiti en forte baisse

Après un volume de 28 tonnes en 2014, la production de vanille chuterait de plus de moitié en 2015, avec 12 tonnes estimées. Cette faible quantité produite s'explique par la mise en place du processus de régénération des plants ainsi que par des conditions climatiques peu favorables à la floraison en 2014. En avril 2015, le volume de vanille diminue de 63 % sur un an tandis que le prix au kilo progresse de 24 % par rapport à avril 2014. Pour relancer le secteur, 42 nouvelles ombrières (soit 2,4 hectares) seront installées, principalement aux îles Sous-le-Vent, et devront entrer en production à partir de 2018. Le Pays participera à hauteur de 50 % au coût d'installation de ces nouvelles structures (coût estimé à 2,9 millions de F CFP par ombrière).

Santé : un budget de 22,3 milliards de F CFP pour le Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF)

Le budget 2015 du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) a été approuvé le 31 mars et s'élève à 22,3 milliards de F CFP, en hausse de 7 %. Il prévoit un recours à une ligne de trésorerie (1 milliard de F CFP) pour couvrir les dépenses courantes et à l'emprunt (jusqu'à 900 millions de F CFP) pour les investissements de l'année.

Tourisme : une subvention de 800 millions de F CFP accordée au GIE Tahiti Tourisme

Le Conseil des ministres du 17 juin a octroyé une subvention exceptionnelle de 800 millions de F CFP en faveur du GIE Tahiti Tourisme pour financer le renforcement du positionnement marketing global de la destination « Polynésie française » sur les marchés cibles, afin d'atteindre l'objectif de 200 000 touristes au 31 décembre 2015.

Transport maritime : un nouveau navire de fret pour la desserte maritime des Tuamotu

Début juillet, la Société de Navigation des Tuamotu a ajouté à sa flotte un nouveau bateau de fret, le *Maris-Stella IV*. D'une capacité de 2 000 tonnes (ou 5 000 m³), le navire desservira 17 îles des Tuamotu Ouest, en concurrence avec le *Mareva Nui*, le *Cobia* et le *Dory*. Il reprendra ainsi l'itinéraire du *Maris-Stella III*, dorénavant affecté à la desserte des atolls des Tuamotu Centre, Nord-Est et Est.

Économie numérique : 37 000 abonnés pour l'opérateur de téléphonie mobile Vodafone

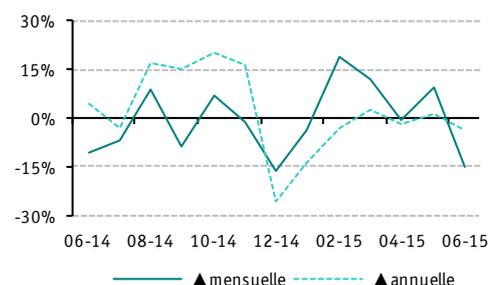
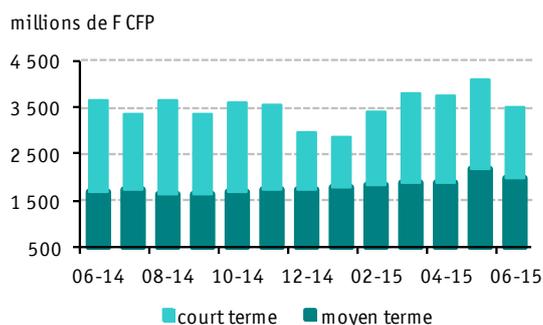
Deux ans après l'ouverture de la concurrence dans la téléphonie mobile en Polynésie française, Vodafone compte 37 000 abonnés. Le nouvel opérateur représente désormais 14% des parts du marché polynésien. L'enjeu pour Vodafone est de déployer au travers de son propre réseau ses services dans les archipels de la Polynésie française.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Net repli du refinancement à court terme

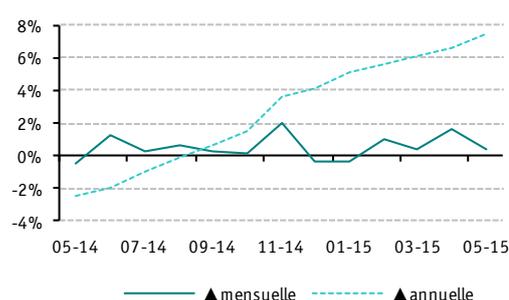
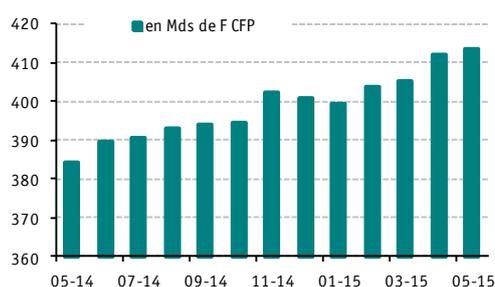
en millions de F CFP	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 965	1 956	1 511	-22,7%	-23,1%
Utilisations à moyen terme	1 657	2 145	1 972	-8,1%	19,0%
Refinancement total	3 622	4 101	3 483	-15,1%	-3,8%



Masse monétaire

Nouvelle progression des dépôts à vue

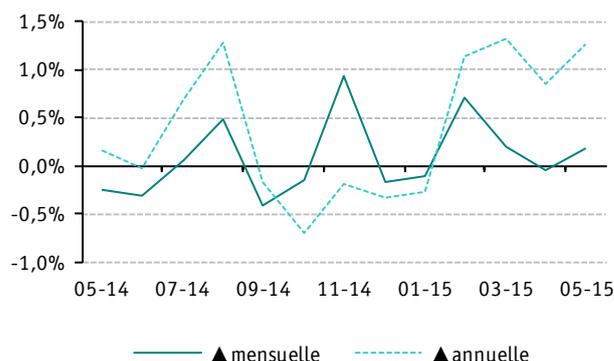
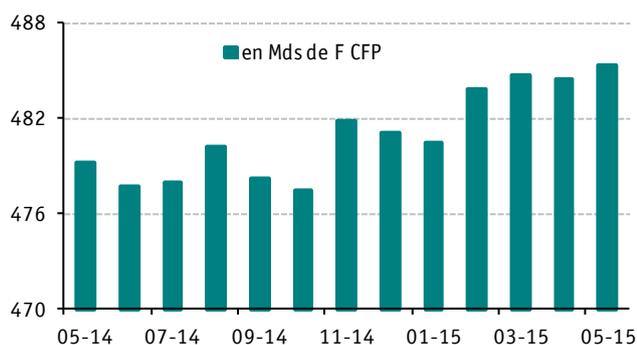
en millions de F CFP	mai-14	avr-15	mai-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 576	13 050	13 532	3,7%	7,6%
Dépôts à vue	150 725	161 067	166 056	3,1%	10,2%
Comptes sur livrets	101 026	99 844	99 553	-0,3%	-1,5%
Comptes d'épargne logement	403	395	397	0,5%	-1,5%
Dépôts à terme	118 079	136 101	132 458	-2,7%	12,2%
Autres	1 647	1 401	1 387	-1,0%	-15,8%
Total M3	384 457	411 858	413 383	0,4%	7,5%



Concours des banques locales à l'économie

Augmentation des crédits d'équipement et des crédits à l'habitat sur un an

en millions de F CFP	mai-14	avr-15	mai-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	115 301	108 453	108 000	-0,4%	-6,3%
Crédits d'équipement	72 479	77 002	76 450	-0,7%	5,5%
Crédits à l'habitat	166 326	169 531	169 361	-0,1%	1,8%
Autres crédits	62 366	66 838	67 533	1,0%	8,3%
Créances douteuses brutes	62 763	62 641	63 927	2,1%	1,9%
Total Concours de Caractère Bancaire	479 235	484 465	485 272	0,2%	1,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juin-15	108,2	107,9	108,0	0,1%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	avr-15	114,0	114,1	114,7	0,5%	0,6%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	mai-15	828	2 238	742	ns	-10,4%
Importations civiles (en M F CFP)	mai-15	12 551	15 084	12 409	-17,7%	-1,1%
					(source : ISPF)	
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai-15	2 047	2 490	1 980	-20,5%	-3,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai-15	7		16	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-15	110	88	94	6,8%	-14,5%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai-15	500	465	462	-0,6%	-7,6%
					(sources : ISPF, IEOM)	
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai-15	2 024	2 280	1 923	-15,7%	-5,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai-15	3 290	3 673	2 985	-18,7%	-9,3%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-15	207	217	211	-2,8%	1,9%
Personnes physiques en interdiction bancaire	mai-15	2 781	2 754	2 718	-1,3%	-2,3%
					(sources : ISPF, IEOM)	
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai-15	438	946	244	ns	-44,3%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai-15	112	132	130	-1,8%	15,4%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai-15	58	51	359	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai-15	157	203	169	-16,8%	7,2%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai-15	23	22	22	1,8%	-2,1%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai-15	38	48	52	9,2%	37,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai-15	50	75	111	ns	ns
Tourisme						
Nombre de visiteurs	avr-15	25 104	19 347	22 265	15,1%	-11,3%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mai-15	66,8%	60,5%	70,3%	+9,8 pts	+3,5 pts
					(sources : ISPF, CPH)	
Indicateurs financiers						
(Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	mai-15	58 827	62 820	63 309	0,8%	7,6%
Comptes sur livret	mai-15	94 922	93 354	92 891	-0,5%	-2,1%
Dépôts à terme	mai-15	66 467	71 083	70 842	-0,3%	6,6%
Entreprises						
Dépôts à vue	mai-15	75 712	81 509	82 945	1,8%	9,6%
Dépôts à terme	mai-15	42 377	52 615	51 732	-1,7%	22,1%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	mai-15	73 169	67 739	67 021	-1,1%	-8,4%
Crédits à l'habitat	mai-15	147 807	151 489	151 458	0,0%	2,5%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	mai-15	35 007	34 345	34 413	0,2%	-1,7%
Crédits d'équipement	mai-15	63 979	66 923	66 405	-0,8%	3,8%
					(source : IEOM)	

4 – Les taux

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	30/06/2015	29/05/2015	Var. M-1	banques métropolitaines			
EONIA	-0,0600%	-0,0800%	+ 0,020 pt		6,60%		15/10/2001
EURIBOR 1 mois	-0,0640%	-0,0590%	- 0,005 pt	banques locales			
EURIBOR 3 mois	-0,0140%	-0,0120%	- 0,002 pt	taux d'intérêt légal 2015	taux	JORF	
EURIBOR 6 mois	0,0500%	0,0490%	+ 0,001 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	4,06%	27/12/2014	
EURIBOR 12 mois	0,1640%	0,1600%	+ 0,004 pt	autres cas	0,93%		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			
	juin-15	mai-15	Var. M-1
TMO	1,4300%	1,1200%	+ 0,310 pt
TME	1,2300%	0,9200%	+ 0,310 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	30/06/2015	29/05/2015	30/04/2015	30/06/2015	29/05/2015	30/04/2015	30/06/2015	29/05/2015	30/04/2015
taux JJ		0,220%	0,170%	0,125%	nd	nd	nd	0,445%	0,520%	0,480%
3 mois		0,450%	0,280%	0,430%	nd	nd	nd	0,760%	0,650%	0,770%
10 ans emprunts phares		2,340%	2,110%	2,100%	0,460%	0,400%	0,340%	2,040%	1,870%	1,560%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er juillet 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,45%
Prêts à taux fixe	4,13%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts à taux variable	4,76%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,45%
Prêts-relais	4,53%	Découverts en compte	13,24%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,52%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,04%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,83%	Découverts en compte	13,24%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	8,48%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,6509	1 NZD/XPF	72,1125	1 HKD/XPF	13,7574	1 GBP/XPF	167,7421	
100 JPY/XPF	87,0971	1 AUD/XPF	82,0149	1 SGD/XPF	79,1955	100 VUV/XPF	101,8968	1 FJD/XPF	51,4450